

<http://www.latribune.fr/technos-medias/fibre-optique-covage-se-dit-pret-a-investir-davantage-757060.html>

Fibre optique : Covage se dit prêt à investir davantage

Par **Pierre Manière** | 08/11/2017, 9:10 | 1056 mots



Aujourd'hui, Covage déploie et exploite 41 réseaux publics ou privés en France, ce qui représente, à terme, une couverture de 1,6 million de foyers. D'ici à la fin de l'année, Pascal Riolland, son nouveau chef de file (photo), affirme qu'il disposera de 500.000 prises raccordables en fibre optique. (Crédits : DR)

PIERRE MANIÈRE



@pmaniere

Alors que l'Arcep, le régulateur des télécoms, plaide pour une nouvelle répartition de la couverture en Internet à très haut débit des villes et territoires moyennement denses entre les opérateurs télécoms, Covage estime, lui aussi, avoir un rôle à jouer.

Il entend d'emblée donner le ton et marquer ses ambitions. Nouvel homme fort de l'opérateur d'infrastructures Covage, Pascal Rialland a été nommé président du directoire du groupe le mois dernier. Il est loin d'être un inconnu dans le monde des télécoms : Pascal Rialland y a réalisé l'essentiel de sa carrière. Il a notamment dirigé, il y a peu, l'activité Entreprises d'Altice, la maison-mère de SFR. Pascal Rialland n'a rien raté [des débats récents](#) sur un nouveau partage entre les opérateurs télécoms de la couverture d'un grand nombre de territoires en Internet à très haut débit. S'il y est favorable, il appelle toutefois les pouvoirs publics et l'Arcep, le régulateur des télécoms, à ne pas se contenter de redistribuer les cartes entre les seuls grands opérateurs nationaux. A ses yeux, à côté des Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free, Covage a les moyens et la volonté d'en faire plus.

Dans le jargon des télécoms, Covage est un opérateur dit « *d'infrastructures* ». Dans les zones les moins denses de l'Hexagone (qui représentent environ la moitié de la population, soit 12 millions de foyers), il déploie et exploite des réseaux de fibre optique, appelés Réseaux d'initiative public (RIP), pour le compte des collectivités. Ces infrastructures, neutres et ouvertes à tous les opérateurs détaillés, leur permettent de commercialiser leurs offres Internet auprès du grand public. Ces déploiements s'inscrivent dans le cadre du plan national Très haut débit (PTHD). D'un coût avoisinant les 20 milliards d'euros, ce gigantesque chantier, mêlant l'Etat et les opérateurs privés, vise à apporter un accès à Internet ultra-rapide à tous les Français à horizon 2022.

Problème : depuis des mois, des voix s'élèvent de toutes parts affirmant que cet objectif ne sera pas tenu. Les critiques se concentrent en particulier sur les zones dites « *moyennement denses* ». Ces territoires, qui rassemblent les villes moyennes et les périphéries des grandes agglomérations (soit environ 13 millions de foyers), ont essentiellement fait l'objet d'un partage entre Orange et SFR. En 2011, ceux-ci ont promis de couvrir ces territoires en fibre optique d'ici à 2020. L'opérateur historique s'est engagé à raccorder environ 80% de ces zones, contre 20% pour son homologue au carré rouge. Or le mois dernier, [l'Arcep a tiré la sonnette d'alarme](#). Selon son président, Sébastien Soriano, les efforts d'Orange et de SFR dans ces zones moyennement denses demeurent insuffisants. D'après les projections de l'Arcep, au rythme actuel, « *nous serons en retard* », a déclaré le chef de file du régulateur. « *Nous voyons ces déploiements s'achever au mieux en 2023...* », a-t-il renchéri.

Pour respecter les délais, Sébastien Soriano a appelé à une « *re-répartition* » de ces territoires. Comment ? En utilisant « *de manière pragmatique toutes les volontés d'investissements qui se manifestent en ce moment* ». Parmi elles, il y a bien sûr celle de SFR, qui milite depuis longtemps pour un partage plus équitable de ces zones avec Orange. Mais aussi celles de Free et de Bouygues Telecom, qui veulent aussi leur part du gâteau. Orange, pour sa part, s'est [dans nos colonnes](#) fermement opposé à une nouvelle répartition.

« **2 millions de prises à prendre** »

De son côté, Covage estime lui-aussi avoir un rôle jouer en cas de redécoupage. Même s'il n'est pas, à l'évidence, un acteur aussi important que les grands opérateurs nationaux, il appelle les pouvoirs publics à ne pas l'oublier. Selon Pascal Rialland, Covage pourrait intervenir dans deux cas de figure. D'une part, « *s'il y a des retards dans certaines zones moyennement denses qui jouxtent nos RIP, nous pouvons très bien, et plus rapidement que quiconque, nous en occuper* », précise-t-il. « *Ici, il ne serait pas difficile de demander à nos sous-traitants déjà sur place de fibrer ces zones* », insiste le président du directoire. D'autre part, « *nous pouvons aussi nous positionner pour couvrir certains territoires éloignés où il y a vraiment un constat de carence* », ajoute-t-il.

Pour Covage, l'enjeu est potentiellement important. A côté des déploiements des grands opérateurs nationaux, *« il y a environ 2 millions de prises à prendre »* dans ces zones moyennement denses, juge Pascal Rialland. Lequel rappelle, au passage, que Covage est déjà présent sur ces territoires. Récemment, l'opérateur a récupéré plusieurs communes de la Métropole de Lille. Il a aussi mis la main, en zone très dense, sur le réseau très haut débit du département des Hauts-de-Seine. Dans ces deux cas, ce sont des retards et défaillances de SFR qui lui ont permis d'emporter la mise.

Un actionariat aux poches profondes

Si Pascal Rialland clame aujourd'hui son envie d'investir plus, c'est parce que le gouvernement et l'Arcep ont, d'après lui, *« parfois du mal à voir qu'il existe d'autres acteurs à côté des quatre grands opérateurs nationaux »*. Pour mieux figurer *« dans l'écran radar des pouvoirs publics »*, le dirigeant n'y va pas de main morte. Pour lui, *« si la préoccupation du gouvernement est vraiment d'apporter le très haut débit à tous les Français en 2022, il ne pourra y arriver qu'avec des acteurs comme Covage »*. Pour séduire les collectivités, il rappelle que son intérêt économique, en tant qu'opérateur d'infrastructures, *« est d'ouvrir dès que possible ses réseaux à tous les opérateurs de détail, sans discrimination »*. Selon lui, cette concurrence garantit aux clients finaux les meilleurs offres aux meilleurs prix. *A contrario, « les Orange ou SFR, qui servent directement le grand public, n'ont pas intérêt à avoir cette même proactivité sur leurs infrastructures »*, sourit-il.

Enfin, Pascal Rialland promet que Covage a les reins assez solides pour investir davantage. Il rappelle qu'à côté du fonds d'infrastructures Cube Infrastructure Fund, Partners Group, le puissant fonds d'investissement suisse, s'est offert la moitié des parts de l'opérateur l'année dernière. Ce dernier, qui gère des dizaines de milliards d'actifs à travers le monde, *« dispose de ressources importantes et n'est pas un actionnaire timide »*, insiste le président du directoire. ■

The French regulator of telecoms, Arcep, advocates for a re-distribution between telecom operators of the broadband internet coverage of cities and semi-dense territories. Covage believes it has a role to play.

Pascal Rialland, appointed as chairman of Covage's managing board last month, intends to set the tone from the start. Pascal Rialland is far from unknown in the world of telecoms where he has spent most of his career. Notably, most recently he led the B2B and International wholesale business unit of "Altice", SFR's parent company. Pascal Rialland has closely followed the recent debates for a new allocation between telecom operators of the ultrafast broadband coverage of a large number of territories. He calls on the public authorities and the Arcep, the French regulator of telecoms, to not only redistribute the cards among the large national operators. In his view, alongside Orange, SFR, Bouygues Telecom and Free, Covage has the capacity and willingness to take an active part as well.

In telecom jargon, Covage is an operator of "infrastructures". In the rural areas (the less densely populated areas) of France (which represent about half of the population, or 12 million homes), Covage deploys and operates fiber optic networks through the "Public Initiative Networks" (PINs), on behalf of and for the benefit of the local communities. These fiber infrastructures, neutral and open to all retail telecom operators, allow them to commercialize their Internet services to the large public. The PINs are part of the French National Broadband Plan ("Plan National Très Haut Débit"). At a cost of around 20 billion euros, involving both the public sector and private operators, this gigantic project targets a full coverage of the French population in ultra-fast broadband by 2022.

Problem: For months, voices are rising from all sides stating that this target will not be met. The criticism is focusing in particular on the so-called "semi-dense" areas. These territories, which bring together medium-sized towns and the outskirts of major cities (around 13 million homes), have essentially been split between Orange and SFR. In 2011, the two operators promised to deploy fiber optic and to have a complete coverage of these territories at the latest by 2020. The incumbent operator, Orange, has committed to cover about 80% of these areas, SFR committing for the other 20%. Last month, the Arcep rang the alarm bell. According to its chairman, Sébastien Soriano, the efforts of Orange and SFR in these semi-dense areas remain insufficient. As per Arcep's projections, at the current pace, *"we will be late"* said S. Soriano. *"We see these deployments come to an end at the best in 2023..."*, he added.

To meet the deadline of 2020, Sébastien Soriano called for a new allocation of these territories. How? By using *"in a pragmatic way all the willingness to invest that is being shown at this moment"*. Among them, there is of course that of SFR, which has long advocated for a more equitable sharing of these areas with Orange. But also those of Free and Bouygues Telecom, who also want their share of the cake. Orange, for its part, is in our columns firmly opposed to a new allocation.

"2 million dwellings to be seized"

For its part, Covage also thinks it has a role to play in case of a re-distribution. Although Covage is not as an important player as the big national operators, Pascal Rialland calls on the public authorities not to forget Covage. According to Pascal Rialland, Covage could intervene in two cases. First, *"if there are delays in some of the semi-dense areas adjacent to our PINs, we could deal with them in a highly efficient manner and more quickly than anyone else"*, he says. *"It would be an easy task to ask our subcontractors already present in these areas to deploy the fiber"* insists the chairman of Covage's board. Second, *"we can also position ourselves to cover certain remote areas where clearly the deployment of fiber is lagging behind / lacking"*, he adds.

For Covage, it is an important issue. In addition to the large national operators' deployments, "*there are around 2 million dwellings to be seized*" in these semi-dense areas, according to Pascal Rialland. And Covage is already present on these territories, he adds. Covage has recently taken over the deployment of the networks in several municipalities of Lille Métropole. Covage has also taken over the high speed network of the Hauts-de-Seine Département, this time it is a highly dense area. In both cases, it is the delays and failures of SFR that have allowed Covage to do so.

Shareholders with deep pockets

If Pascal Rialland today proclaims his desire to invest more it is because the French government and the Arcep have, according to him, "*sometimes difficulties to see that there are other actors alongside the four major national operators*". To better appear "*on the radar screen of public authorities*", Pascal Rialland has a very clear view. For him, "*if the concern of the government is really to bring very high speed to all French in 2022, it can only happen with actors like Covage*". To appeal to the communities, he reminds that his economic interest, as an infrastructure operator, is to give access to Covage's networks as soon as possible to all retail operators, without discrimination. According to him, this guarantees the best offers at the best prices for the end-customer. On the other hand, "*Orange or SFR, which directly serve the end-customers, do not have an interest in working that proactively on their infrastructures*", he smiles.

Finally, Pascal Rialland promises that Covage is strong enough to invest more. He recalls that alongside the infrastructure fund Cube Infrastructure Fund, there is Partners Group, the powerful Swiss investment fund, which acquired half the shares of the operator last year. The latter, which manages tens of billions of assets around the world, "*has significant resources and is not a shy shareholder*", insists the chairman of the managing board.

Important notice:

While the translation of the above article is believed to be accurate, no representation or warranty, express or implied is or will be given by Cube IM or their respective directors, employees, representatives, advisors or any other person as to the accuracy, completeness or fairness of this Text and no responsibility or liability whatsoever is accepted for the accuracy or sufficiency thereof or for any errors, omissions or misstatements negligent or otherwise relating thereto.